

# Nouvelles du Réseau

Numéro 21

Réseau juridique canadien VIH/sida

Décembre 2005

## Des Prix et des débats animés, à l'assemblée générale annuelle de 2005

Discussions sur le projet  
de législation modèle,  
à Vilnius

3

Des employés du  
Réseau partagent idées  
et expertise à l'occasion  
du Symposium

3

Le Réseau juridique dans  
les médias

5

Rapport sur l'implication  
accrue des personnes  
qui utilisent des drogues

5

Initiative pour l'action  
en matière de VIH chez  
les femmes au Canada :  
vers 2006

6

À l'interne

6

Nouvelles ressources

8

Meilleurs voeux

8

Pour une deuxième année, le Réseau juridique a tenu son assemblée générale conjointement à celle de la Coalition interagence sida et développement (CISD), à Montréal, du 9 au 11 septembre 2005. Les membres du Réseau et de la CISD ont participé aux mêmes plénières d'ouverture et de clôture ainsi qu'à des ateliers conjoints; et les réunions distinctes ont été coordonnées de manière à ce que les individus qui sont membres des deux organismes puissent y être présents.

La plénière d'ouverture du vendredi soir s'est amorcée par un discours programme de **Juanita Altenberg**, de la Maxi Linder Association, un organisme de soutien aux travailleuses sexuelles au Suriname (Caraïbe). Mme Altenberg a décrit la forte solidarité des travailleuses sexuelles du Suriname et leur victoire, encore partielle, contre les abus policiers, le stigmate et d'autres violations de droits humains. Elle a poursuivi sa route vers AIDS Edmonton, qui prend part à un échange de personnel avec son organisme.

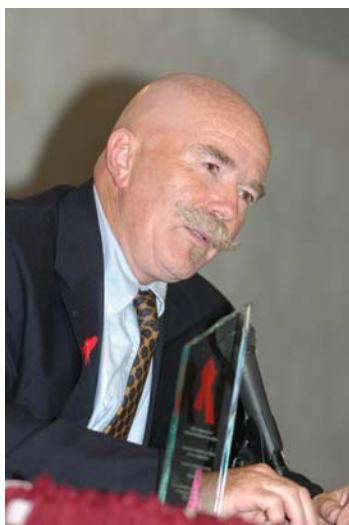
Par la suite, on a procédé à la cérémonie de remise des Prix de l'Action contre le VIH/sida et pour les droits humains. Le récipiendaire du prix international est **Alexander Tsekhanovich**, directeur général de l'organisme Humanitarian Action de Saint-Petersbourg, en Russie. Il a parlé des défis liés au fait d'être le premier organisme à fournir des seringues stériles et divers services aux personnes qui utilisent des drogues et aux travailleuses et travailleurs sexuels, en Russie. Le travail novateur de Humanitarian Action est un modèle pour la prévention du VIH à Saint-Petersbourg et ailleurs; il a contribué à mettre en lumière l'épidémie de VIH/sida jadis dissimulée, parmi les enfants de la rue de plusieurs villes de Russie.

Accompagné de Joanne Csete, M. Tsekhanovich s'est rendu à Ottawa pour présenter un exposé sur le VIH/sida en Russie à 10 employés de l'Agence canadienne de développement international, de Santé Canada, d'Affaires étrangères Canada et de l'Open Society Institute. M. Tsekhanovich a aussi visité Montréal, où il a rencontré des représentants de Médecins du Monde Canada, de Stella et de CACTUS Montréal (Centre d'action communautaire auprès des toxicomanes utilisateurs de seringues). Il a poursuivi sa route vers New York et Washington, D.C., où il a prononcé d'autres allocutions publiques et approché des supporters potentiels de Humanitarian Action.

Le récipiendaire du prix canadien est **Albert McNutt**, qui a inspiré les membres du Réseau et de la CISD avec son récit de transformation d'une personne endeuillée par la perte de son conjoint emporté par le sida, en un éminent éducateur et activiste du domaine du VIH/sida. Ses efforts inlassables et courageux sont un modèle pour la sensibilisation aux questions liées au VIH/sida et pour la fourni-



M. Alexander Tsekhanovich, récipiendaire international du Prix de l'Action 2005.



M. Albert McNutt, récipiendaire canadien du Prix de l'Action contre le VIH/sida et pour les droits humains 2005.

ture de services dans les communautés rurales. M. McNutt est aussi un exemple de leadership dans la lutte pour l'égalité des droits des couples de même sexe.

À la **réunion d'affaires** du Réseau juridique, des membres ont exprimé des inquiétudes quant à la consolidation des bureaux du Réseau en un seul lieu, à Toronto. Les membres du conseil et employés du Réseau ont réitéré que les préoccupations des membres du Québec continueraient d'occuper une place centrale dans leurs efforts. Les membres ont adopté une résolution proposée par David Thompson, mandatant le conseil d'administration d'examiner l'allocation de temps et de ressources aux enjeux québécois, au Réseau; la tradition de droit civil dans la loi québécoise; et les pays francophones à l'extérieur du Canada. Le conseil d'administration fera état de ses constats à la prochaine a.g.a.

Les trois **ateliers** organisés par le Réseau, le vendredi 9 et le dimanche 11 septembre, ont enregistré un bon taux de participation et – d'après les évaluations des participants – ont reçu un accueil favorable. Leurs animateurs étaient Richard Pearshouse (législation modèle), Glenn Betteridge et Joanne Csete (criminalisation des travailleuses et travailleurs sexuels et impacts sur leurs droits humains), et Ralf Jürgens, Darlène Palmer ainsi que Dean Wilson et Greg Liang du Vancouver Area Network of Drug Users (implication accrue des personnes qui utilisent des drogues). La CISD a tenu un atelier d'un jour sur le sexe et le VIH/sida, le vendredi.

La plénière de clôture du dimanche a pris la forme d'une discussion stimulante lors de laquelle des participants sélectionnés ont présenté des comptes-rendus des ateliers. **Michael Smith**, de l'Agence de santé publique du Canada, a répondu aux préoccupations exprimées. **Claire Thiboutot**, directrice géné-

rale de Stella (Montréal), a proposé au gouvernement et aux organismes de la société civile un programme d'action réfléchi pour placer les droits humains des travailleuses et travailleurs sexuels à l'avant-scène, au Canada. **Walter Cavaleri**, directeur de la Canadian Harm Reduction Association, a fait part de son expérience quant au défi d'assurer la participation plus que symbolique des personnes qui utilisent des drogues dans les décisions sur les politiques et les programmes. **Idah Mukuka**, conseillère principale à la Chelstone Clinic de Lusaka, en Zambie, et conférencière invitée au Coady International Institute de la St. Francis Xavier University, à Antigonish, Nouvelle-Écosse, a décrit la réalité des femmes zambien-nes qui vivent avec le VIH/sida et les abus de droits humains que subissent régulièrement les personnes affectées par le VIH/sida dans son pays. En réponse, M. Smith a signalé que la nouvelle Initiative fédérale de lutte contre le VIH/sida au Canada inclura un point de mire particulier sur les populations vulnérables, au Canada, ainsi que sur les droits humains des personnes vivant avec le VIH/sida. Il a souligné le rôle crucial des organismes de la société civile dans la mise en œuvre de l'Initiative fédérale.



Mme Juanita Altenberg, directrice de la Maxi Linder Association (Suriname), présentatrice invitée à la plénière d'ouverture.

© 2005 Réseau juridique canadien VIH/sida. *Nouvelles du Réseau* sert à tenir les lecteurs informés des activités du Réseau juridique canadien VIH/sida. Le Réseau encourage la diffusion de l'information contenue dans cette publication. La permission de reproduire ce matériel sera accordée à condition que l'origine et la source en soient mentionnées.

**Rédaction :** Leon Mar

**Traduction :** Josée Dussault

**Mise en page :** Mélanie Paul-Hus

**Collaborateurs :** Joanne Csete, Glenn Betteridge  
Richard Elliott, Richard Pearshouse

Financé par l'Agence de santé publique du Canada.

Les conclusions, interprétations et opinions exprimées dans cette publication relèvent uniquement de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les politiques ou positions officielles de l'Agence de santé publique du Canada ou du Réseau juridique canadien VIH/sida.

Réseau juridique canadien VIH/sida

1240, rue Bay, suite 600

Toronto (Ontario) M5R 2A7

Tél. : +1 416 595-1666

[www.aidslaw.ca](http://www.aidslaw.ca)

Télec. : +1 416 595-0094

[info@aidslaw.ca](mailto:info@aidslaw.ca)



Le Réseau juridique canadien VIH/sida est un organisme de charité faisant la promotion du respect des droits humains des personnes vivant avec ou vulnérables au VIH/sida, au Canada et dans le monde. L'engagement du Réseau s'exprime par la recherche et l'analyse de politiques, la défense des droits, l'éducation et la mobilisation communautaire.

ISSN 1488-0997



## Nouvelles brèves

### Discussions sur le projet de législation modèle du Réseau juridique, à Vilnius

Ces derniers mois, le Réseau a élaboré une législation modèle qui intègre les principes pertinents de droits humains et qui est éclairée par des exemples de pays qui ont adopté des lois progressistes en matière de politiques sur les drogues et de réduction des méfaits. Cette législation modèle permettrait la création de divers services de réduction des méfaits, y compris des traitements de substitution des opioïdes, des programmes d'échange de seringues et des lieux sécuritaires pour l'usage de drogue. Elle aborde également le stigmatisation et la discrimination rencontrés par les personnes qui utilisent des drogues, en plus de décrire de possibles réformes du droit criminel en ce qui a trait au statut juridique des substances contrôlées et aux alternatives à l'incarcération. L'un de ses chapitres est consacré aux enjeux liés au VIH (et autres pathogènes transmissibles par voie sanguine) et à l'usage de drogue en prison.

Une étape importante dans l'élaboration de la législation modèle fut la tenue d'une rencontre de deux jours à Vilnius, en Lituanie, au mois de novembre. Un groupe de 20 experts juridiques, de militants pour la réduction des méfaits

et de représentants gouvernementaux de la Russie, de l'Ukraine, du Tadjikistan, de la Géorgie, du Kirghizstan, du Kazakhstan, de la Hongrie, de la Slovaquie, de la Bulgarie et de la République tchèque y ont discuté de l'ébauche de législation modèle.

Richard Pearshouse, analyste principal des politiques et responsable du projet de législation modèle, et Richard Elliott, directeur général adjoint, y ont représenté le Réseau juridique. Les membres du groupe d'experts ont commenté l'ébauche et fourni des idées créatives sur la manière dont elle pourrait aborder plus directement le VIH et les politiques sur les drogues dans leurs pays. Cette rencontre était financée par le Secrétariat de conférence de l'Agence canadienne de développement international et l'International Harm Reduction Development Program de l'Open Society Institute. La législation modèle mettra l'accent sur le plaidoyer pour la réforme du droit dans divers domaines, dans des pays où l'épidémie du VIH est alimentée par l'injection de drogue mais où les droits des personnes qui utilisent des drogues sont régulièrement brimés.

Pour plus d'information sur le projet de législation modèle : [www.aidslaw.ca/francais/Contenu/themes/legislation-modele.htm](http://www.aidslaw.ca/francais/Contenu/themes/legislation-modele.htm).

### Des employés du Réseau juridique partagent idées et expertise à l'occasion du Symposium

Quatre employés et quelques membres du c.a. du Réseau juridique ont participé au 5<sup>e</sup> Symposium national de perfectionnement des compétences dans le domaine du VIH/sida, à Montréal, du 27 au 30 octobre. Le Réseau est fier de la vice-présidente de son conseil d'administration, **Darlène Palmer**, sélectionnée pour prononcer le discours programme du Symposium. Devant quelques centaines de délégués, elle a parlé de ses expériences de vie et de sa perspective d'activiste. Elle a incité les participants à garder la dignité et les droits humains à l'avant-plan de leurs efforts de recherche et de services.

**Mélanie Paul-Hus**, adjointe aux communications, a pris part à l'organisation d'une journée *par et pour* les jeunes, réunissant plus de 40 participants de partout au Canada. Cet événement s'est avéré une occasion unique de rencontrer des pairs et de discuter de la nécessité d'une meilleure représentation des jeunes au sein des organismes de lutte contre le VIH/sida. Par le biais d'ateliers et d'activités, les participants ont réaffirmé leur responsabilité dans l'identification des priorités de la lutte contre le VIH/sida et de l'allocation des ressources et services pour les jeunes. Tous ont exprimé l'espoir que cet événement bénéficie d'un appui

La documentation et les exposés du Réseau au Symposium seront déposés sur le site Internet du Réseau : [www.aidslaw.ca](http://www.aidslaw.ca)

financier adéquat pour assurer son intégration au programme du Symposium.

**Glenn Betteridge**, analyste principal des politiques, a présenté devant un auditoire nombreux les points saillants de l'analyse du Réseau sur l'impact des articles du *Code criminel* du Canada relatifs à la prostitution sur les droits humains des travailleuses et travailleurs sexuels, en se fondant sur l'atelier qu'il avait donné en compagnie de Joanne Csete à l'a.g.a. de septembre. Glenn a expliqué les articles du *Code criminel* et la jurisprudence pertinente, résumé la recherche sur les abus de droits humains que rencontrent les travailleurs sexuels au Canada, et formulé des recommandations d'amendements au *Code* qui, selon le Réseau, rehausseraient le respect des droits humains des travailleuses et travailleurs sexuels. Glenn a insisté sur la nécessité de reconnaître le travail sexuel comme un emploi légitime et d'accorder à celles et ceux qui le pratiquent une protection juridique complète au regard des lois canadiennes sur les droits humains et les droits des travailleurs.

**Ruth Carey**, trésorière du conseil, et Glenn ont fait équipe pour animer un atelier de trois heures sur le plaidoyer pour les soins de santé aux détenus vivant avec le VIH/sida ou vulnérables. Les présentateurs se sont fondés sur leurs expériences en tant qu'avocats et militants offrant des services de première ligne à des détenus. Ils ont mis l'accent sur la santé et les droits humains : bien que les détenus au Canada aient droit à la même norme de soins de santé que dans la communauté, ce droit est rarement respecté. Ruth et Glenn ont décrit les obligations légales des autorités carcérales canadiennes, puis expliqué des stratégies pratiques que les intervenants de première ligne peuvent adopter dans leur plaidoyer pour l'accès des détenus à des médicaments anti-douleur, à la méthadone, à un traitement antirétroviral sans interruption, à des aliments nutritifs et à des vêtements adéquats. Les animateurs ont préparé un recueil de lettres, d'affaires juridiques et de plaintes ainsi qu'une compilation des lois fédérales et provinciales pertinentes qui pourront servir aux intervenants de première ligne.

**Richard Pearthouse**, analyste principal des politiques, s'est joint à **Raffi Balian** de **COUNTERfit**, un programme de réduction des méfaits pour les utilisateurs de drogue par injection du quartier South Riverdale, à Toronto, pour présenter un exposé sur le statut juridique des services de réduction des méfaits au Cana-

da. Ils ont abordé plusieurs types de services, mais ont insisté sur une problématique en particulier : les questions juridiques entourant la distribution de trousses pour l'usage sécuritaire de crack. Raffi a raconté son expérience liée à la création d'un programme de distribution de ces trousses et Richard a montré que le droit canadien n'est pas un obstacle insurmontable à ce chapitre. Les deux animateurs ont signalé que le droit canadien pourrait accorder de meilleures protections légales à ces programmes et à leurs clients. Ils ont aussi fourni aux participants diverses ressources pratiques pour le plaidoyer. Raffi a conclu l'atelier en expliquant comment utiliser une trousse pour l'usage sécuritaire de crack.

**Joanne Csete** a présenté trois exposés lors du Symposium. Elle a donné le coup d'envoi à une rencontre satellite organisée par la Direction des affaires internationales de Santé Canada, avec une panoplie d'idées liées au VIH/sida et aux droits humains – une introduction inspirée d'un article sur le même sujet qu'elle a publié dans le numéro d'avril 2005 de la *Revue VIH/sida, droit et politiques*. Devant un auditorium bien rempli, Joanne a pris part à un panel sur le langage en matière de VIH/sida, présidé par Darlène Palmer, aux côtés de **Maria Nengeh Mensah**, professeure de travail social à l'Université du Québec à Montréal et ancienne employée du Réseau juridique, et de **Francisco Ibanez-Carrasco**, auteur établi à Vancouver. Joanne a présenté des exemples de reportages médiatiques et de documents des Nations Unies illustrant que les mots ont le pouvoir d'encourager ou de dissuader les abus de droits humains liés au VIH/sida. Enfin, elle a expliqué aux participants l'analyse et les conclusions d'un récent rapport du Réseau juridique sur les droits humains des femmes et le VIH/sida au Canada.

**Le-Ann Dolan**, présidente du c.a., a aussi participé activement au Symposium; elle a présenté un atelier sur son remarquable travail de formation d'intervenants en droits humains à AIDS Calgary, en plus de présider une importante séance sur les inégalités systémiques dans le contexte du VIH/sida, et sur les façons dont les communautés peuvent y réagir.

**Ralf Jürgens**, ancien d.g. du Réseau, accompagné de **Darlène Palmer** et d'**Ann Livingston** du VANDU, a présenté le travail qu'il a réalisé pour le Réseau juridique sur l'implication accrue des personnes qui utilisent des drogues dans les programmes et politiques qui les touchent.

## Le Réseau juridique dans les médias

Deux récentes affaires criminelles à grande visibilité ont apporté de nombreuses occasions d'intervention médiatique à Richard Elliott, directeur général adjoint, et Glenn Betteridge, analyste principal des politiques au Réseau juridique.

En octobre, Trevis Smith, 29 ans, joueur de seconde ligne des Roughriders de la Saskatchewan, dans la Ligue canadienne de football, a été accusé d'agression sexuelle grave sur une femme de la Colombie-Britannique. Dans ce dossier, Glenn a participé en direct à l'émission télévisée *CBC News: Today*, le 3 novembre. Deux heures plus tard, il a répondu pendant une heure à des questions sur les enjeux liés au VIH et à la vie privée, à l'émission de « ligne ouverte » *The Noon Edition*, diffusée sur la station CBC Radio One en Saskatchewan. Il a aussi accordé des entrevues au *Edmonton Sun*, à *Xtra West* (de Vancouver) et au magazine *POZ* (établi à New York).

En novembre, un juge de Hamilton (Ontario) a conclu à l'existence de preuves suffisantes pour

faire comparaître Johnson Aziga, 49 ans, accusé de meurtre au premier degré. Aziga aurait transmis le VIH à deux femmes, maintenant décédées. Le 16 novembre, lors de l'émission *The Current*, à CBC Radio One, Richard a accordé à Anna Maria Tremonti une entrevue de 20 minutes en compagnie de Winifred Holland, professeur de droit à l'University of Western Ontario. (Pour écouter l'entrevue, voir [www.cbc.ca/thecurrent](http://www.cbc.ca/thecurrent)). Richard a aussi été invité à l'émission *Here and Now*, diffusée à l'heure du retour à la maison sur CBC Radio One, en Ontario; et il a été cité dans *The Globe and Mail* et divers quotidiens d'importance, au Canada, par le biais d'un article de la Presse canadienne.

Enfin, la nouvelle initiative du Gouvernement du Canada visant l'ouverture de salons de tatouage dans certaines prisons fédérales a été le sujet d'un article citant Glenn, à la une du *National Post* (11 novembre), et d'une entrevue dans le *New York Times*. Ces exemples illustrent la visibilité accrue du Réseau dans les médias, en ce qui a trait aux questions juridiques et éthiques liées au VIH/sida.

## Rapport sur l'implication accrue des personnes qui utilisent des drogues

En consultation avec des personnes qui utilisent des drogues et d'autres experts, le Réseau juridique, le VANDU et CACTUS Montréal ont produit un rapport sur le droit des personnes qui utilisent des drogues à une implication accrue dans les décisions de politiques et de programmes qui les touchent, au Canada. Citant en exemple les quelque 20 années d'efforts pour assurer la participation rehaussée des personnes vivant avec le VIH/sida aux prises de décisions, les auteurs invoquent des arguments de droits humains pour impliquer les personnes qui utilisent des drogues dans les programmes d'éducation et d'information, les consultations sur les politiques et la provision de services, y compris en matière de prévention et de soins pour le VIH/sida. Le rapport inclut notamment des « choses à faire et à éviter » pour assurer une implication plus que symbolique des personnes qui utilisent des drogues – p. ex., inviter des utilisateurs de drogue actifs (et non seulement des ex-utilisateurs) aux réunions et aux dialogues sur les politiques; inviter plus d'une personne qui utilise des drogues; assurer leur rémunération; et choisir des lieux de rencontre qui les rendront à l'aise. Un livret, qui comprend

un manifeste rédigé par les personnes qui utilisent des drogues, résume les principales questions abordées dans le rapport et décrit les réalisations de deux organismes de personnes qui utilisent des drogues.

Le rapport, le livret et son manifeste sont le fruit d'une vaste consultation auprès de quelque 100 personnes, utilisatrices de drogues et responsables de services/programmes liés à l'usage de drogue, au Canada. Les personnes qui utilisent de drogue ont exprimé leur consentement éclairé à cette consultation; et leur confidentialité a été assurée. Ce travail a été guidé par un comité consultatif composé de représentants du VANDU, de CACTUS Montréal, d'organismes de lutte contre le VIH/sida et des gouvernements fédéral et provinciaux/territoriaux, et dirigé par Ralf Jürgens, ancien directeur général du Réseau juridique. Le Réseau et les partenaires du projet dissémineront ces documents à grande échelle et ils chercheront des occasions de les utiliser et de les évaluer avec des organismes de lutte contre le VIH/sida et d'autres intervenants.



## Initiative pour l'action en matière de VIH chez les femmes au Canada : vers 2006



Si vous  
ou votre organisme  
êtes intéressé à  
participer à l'Initiative,  
communiquez avec  
Kim Thomas,  
de la Société  
canadienne du sida,  
au (800) 499-1986  
(poste 121) ou à  
[kimt@cdnaids.ca](mailto:kimt@cdnaids.ca).

Treize mois après sa création, l'*Initiative pour l'action en matière de VIH chez les femmes au Canada : vers 2006* est passée d'un petit groupe de représentant-e-s de cinq organismes à une coalition grandissante de plus de 60 organismes et plusieurs membres individuels. En avril 2005, lors d'une réunion nationale à Ottawa, trente participant-e-s ont ratifié l'ordre du jour de l'*Initiative* et commencé à identifier des domaines de plaidoyer pour l'année à venir. Outre le comité de planification pour le Congrès international sur le sida de 2006 et le Comité des communications, quatre comités s'occupent des diverses thématiques identifiées :

- Soins, traitements, soutien, prévention et diagnostic
- Recherche sur les questions sociales et de santé qui touchent les femmes
- Politiques publiques, droit, éthique, droits humains et déterminants de la santé
- Stigmate et discrimination

Ces comités identifieront des priorités et des réponses souhaitables de la part du gouvernement, des entreprises et du public, face à ces enjeux. Cela donnera l'occasion de solliciter une réponse à ces besoins et de préparer un rapport pour le Congrès international sur le sida (Toronto, août 2006).

En vue du Congrès, l'*Initiative* a commencé à militer pour la représentation à part entière des enjeux qui touchent les femmes, à la conférence, et pour une représentation équitable des femmes parmi les animateurs (dans la sélection des invités et des abrégés) et dans l'attribution des bourses. Jusqu'ici, des membres de l'*Initiative* ont rencontré des représentants du Comité organisateur du Congrès, qui ont accueilli favorablement leurs demandes – ce qui signifie que l'égalité des sexes a des appuis dans le mécanisme de planification du congrès. Le Comité du Congrès continuera de surveiller et de faire valoir cet enjeu afin que les questions pertinentes aux femmes soient bien représentées à Toronto 2006.



## À l'interne

### Le Réseau accueille de nouveaux employés et en salue d'autres

En octobre, le Réseau juridique a accueilli un nouveau directeur des communications, **Leon Mar**, qui nous arrive du Secrétariat du renouveau démocratique du Gouvernement de l'Ontario. Il a aussi travaillé au Sénat du Canada et au cabinet PricewaterhouseCoopers LLP (Canada). Leon remplace Thomas Haig, qui a accepté un poste de haut niveau à Séro Zéro, à Montréal.

Nous avons aussi le plaisir d'accueillir **Vajdon Sohaili** à titre d'adjoint administratif chargé de diverses tâches de soutien aux programmes. Récemment arrivé de Los Angeles et ayant vécu au Zimbabwe, Vajdon possède une expérience solide et diversifiée

en matière de soutien aux programmes et il est vivement engagé à la justice et aux droits humains.

À la suite de la fermeture de son bureau de Montréal, le Réseau juridique a dit au revoir à trois employés. Elana Wright, agente de développement communautaire, a quitté le Réseau en août pour devenir agente de liaison universitaire auprès de Droits et Démocratie, un organisme de droits humains établi à Montréal. Jenn Nicholls et Natalie Morin, de l'équipe de soutien aux programmes, ont aussi saisi de nouvelles opportunités de travail à Montréal. Nous leur souhaitons la meilleure des chances dans leurs nouveaux projets.

## Chercheurs ukrainiens en visite au Réseau

Le Réseau juridique est fier d'accueillir à ses bureaux deux chercheurs ukrainiens, en novembre et décembre 2005. Pendant six semaines, ils effectueront des recherches liées à leur travail en Ukraine.

**Mme Kseniya Shapoval** était jusqu'à récemment directrice générale de l'Ukrainian Harm Reduction Association. En octobre 2005, elle a fondé un nouvel organisme, l'Open Institute of Public Health, qui travaillera à l'élaboration de politiques de santé publique en Ukraine et surveillera les activités du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, de la Banque mondiale et du Gouvernement de l'Ukraine. Ses connaissances relativement au statut des politiques sur les drogues et des services de réduction des méfaits, en Ukraine, seront précieuses pour le projet de législation modèle du Réseau. Elle contribuera aussi à l'élaboration d'un plan pour la mise en œuvre de certains aspects de la législation modèle dans son pays.

**M. Vlad Klisha** est un représentant du Département d'État de l'Ukraine pour l'administration des peines. Il examinera des façons de surmonter les défis juridiques et de politiques qui font obstacle aux services de réduction des méfaits dans les prisons ukrainiennes. En particulier, il documentera des enjeux liés aux programmes d'échange de seringues en prison et préparera un instrument juridique pour leur mise en œuvre dans les établissements correctionnels de l'Ukraine. En se fondant sur des pratiques exemplaires internationales, il élaborera aussi un cadre législatif et/ou de réglementation et de politiques à cette fin. L'on s'attend à ce que le Département d'État amorce des projets pilotes d'échange de seringues dans deux prisons ukrainiennes au début de 2006.

Le Réseau souhaite la bienvenue à Vlad et Kseniya, en espérant qu'ils apprécieront leur séjour parmi nous.



Kseniya Shapoval et Vlad Klisha

## Élections du conseil d'administration

Les noms des nouveaux membres élus au conseil d'administration ont été dévoilés à l'assemblée générale annuelle du Réseau juridique, en septembre. Nous souhaitons la bienvenue à Denise Becker, James Burns et David Olson, militants et experts qui contribuent tous de manière exceptionnelle au domaine du VIH/sida.

**Denise Becker** est fondatrice de la Hummingbird Kids Society de Burnaby, Colombie-Britannique, qui vient en aide à des enfants vivant avec le VIH/sida ou autrement affectés. Elle est membre du conseil d'administration de la British Columbia Persons With AIDS Society (BCPWA) et membre fondatrice du Réseau international d'ONG enfants et sida. Elle a été représentante des personnes vivant avec le VIH/sida auprès du Pacific AIDS Network et de la Société canadienne du sida. Souvent invitée à s'adresser aux médias, à des étudiants et à des intervenants en soins de santé, elle est mieux connue pour sa chronique « Last Blast » dans le périodique *Living Positive* de la BCPWA. Denise a reçu la médaille du Jubilé de la Reine pour son dévouement aux communautés affectées par le VIH/sida.

**James Burns**, avocat, siège au conseil d'administration de SIDA Nouveau-Brunswick depuis 1999 – et pour un deuxième mandat consécutif au poste de vice-président. Il y est président du comité de recrutement et de rétention; et il a participé à la création d'un comité sur la santé et le bien-être, composé de PVVIH/sida. Membre de la Société juridique du Nouveau-Brunswick, il est conseiller principal en matière de politiques au ministère de la Justice du N.-B.; ses responsabilités touchent divers domaines – notamment le droit pénal, le droit autochtone, l'aide juridique, la violence familiale et la justice juvénile.

**David Olson**, également avocat, a été admis au Barreau ontarien en 1991. Apprenant qu'il est séropositif au VIH peu de temps après, il a commencé à s'impliquer dans le Comité du sida d'Ottawa, d'abord comme client, puis comme membre de son conseil d'administration. Il a été bénévole pour l'AIDS Committee of Toronto (ACT) et la Toronto People With AIDS Foundation, en plus de s'être adressé aux donateurs de l'ACT et au comité consultatif sur le budget de la Ville de Toronto. Il a travaillé pour la Community Research Initia-

tive of Toronto, un organisme de recherche communautaire sur le VIH/sida, où il a notamment aidé à développer le protocole d'une recherche sur la marijuana médicinale. David est présentement membre du cabinet d'avocats Jordan Battista LLP. Dans sa pratique juridique, il a représenté des requérants séropositifs au statut de réfugié, des quatre coins du monde, et des PVVIH/sida canadiennes dans des affaires de logement et d'autres questions de droits de la personne.

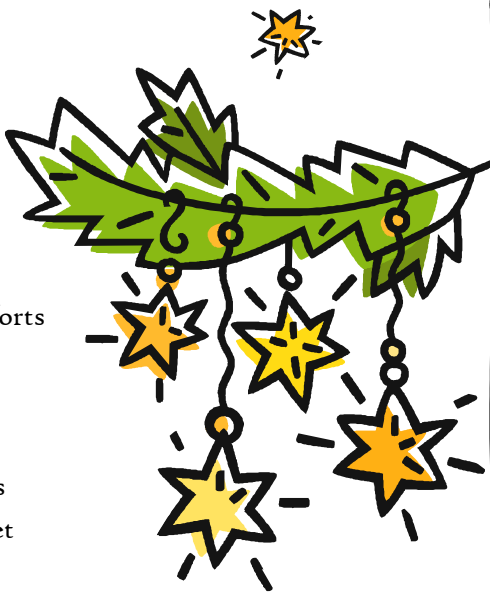
En date du mois de septembre 2005, les directeurs du conseil d'administration étaient Le-Ann Dolan, présidente; Darlène Palmer, vice-présidente; Ruth Carey, trésorière; et Stefan Matiation, secrétaire.

Le conseil d'administration voit quitter son président sortant, Kevin Midbo, ainsi que Jacqueline Gahagan (de l'Université Dalhousie) et Laverne Monette (de l'Ontario Aboriginal AIDS Strategy). Nous les remercions pour leurs contributions au Réseau juridique.



## Nouvelles ressources

- Revue VIH/sida, droit et politiques 10(2)  
[www.aidslaw.ca/francais/Contenu/docautres/bulletincanadien/Vol10no22005/f-issue.htm](http://www.aidslaw.ca/francais/Contenu/docautres/bulletincanadien/Vol10no22005/f-issue.htm)
- Rapport annuel 2004-2005  
[www.aidslaw.ca/Maincontent/internaldocs/annreport/annreport0405.pdf](http://www.aidslaw.ca/Maincontent/internaldocs/annreport/annreport0405.pdf)
- Livret des Prix de l'Action contre le VIH/sida et pour les droits humains 2005  
[www.aidslaw.ca/Maincontent/awards/e-brochure2005.pdf](http://www.aidslaw.ca/Maincontent/awards/e-brochure2005.pdf)



Le Réseau juridique remercie ses membres et collègues du Canada et du monde entier, pour leur interaction et leur soutien tout au long de l'année. Sans vous pour nous éclairer, nous stimuler, nous aider et nous accompagner, nos efforts seraient vains.

L'année 2005 fut remplie de défis nous rappelant l'urgente nécessité d'abolir les obstacles aux droits humains des personnes vivant avec le VIH/sida et vulnérables.

Nous sommes reconnaissants de l'inspiration continue que vous nous procurez, par votre lutte inlassable et courageuse sur la ligne de front. La lutte doit continuer. De nos nouveaux bureaux à Toronto, où nous sommes enfin réunis sous un même toit, **nous vous souhaitons un repos mérité en cette période des Fêtes ainsi qu'une année 2006 paisible et fructueuse.**